

Chronologie de la question régionale normande (1911 – 2008) d'après l'étude de Thomas Procureur « le blocage normand » (*mémoire de master présenté à l'IUP de Rennes en 2008*)

*Hommage à Gustave Héon*

### **Introduction : Unité normande, malgré tout...**

**Avant 1789** : la province de Normandie continentale, française depuis 1204 a été divisée en 7 diocèses (Rouen ; Evreux ; Lisieux ; Bayeux ; Coutances ; Avranches ; Sées) puis en 3 généralités (Caen, Rouen, Alençon)

Les termes de « basse » ou de « haute » Normandie apparaissent aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles pour décrire la géographie normande (la « basse » : du Cotentin à la Dives ; la « haute » : du Pays d'Auge à la Bresle). Ils n'ont jamais correspondu au ressort territorial d'une institution : du moins, pas avant... 1972 !

**1791** : Cinq départements sont créés en respectant les limites de l'ancienne province de Normandie (Calvados ; Seine Inférieure, Orne, Manche ; Eure)

### **Prémices de division normande :**

**1911** : Fêtes grandioses du millénaire de la Normandie à Rouen et à Caen.

**25 août 1917** : Circulaire du ministre du commerce Clémentel pour créer les ancêtres des CCI régionales dans le cadre de l'effort national de guerre.

**1919** : Tentative de ne faire qu'une chambre de commerce régionale normande repoussée par le baron des Retours président du Conseil Général de l'Orne qui préfère « *deux petites Normandie bien attelées ensemble* ».

**1937** : Pour l'exposition universelle, création d'un « centre régional normand » commun pour défendre les intérêts économiques de la Normandie. Cette initiative n'aura pas de suite...

**14 juin 1938** : Les régions économiques Clémentel (les régions « 3 » et « 4 » en ce qui concerne la Normandie) sont transformées en établissements publics.

**1940- 1944** : Guerre, bombardements et occupation allemande : Le régime de Vichy instaure un préfet de région à Rouen mais l'organisation Todt allemande sépare la « basse » de la « haute ».

**1944- 1946** : Le gouvernement provisoire de la République française nomme un commissaire de la République à Rouen pour les cinq départements normands.

**1955** : La Seine Inférieure devient la Seine Maritime.

**28 novembre 1956** : Création des 23 régions Programmes d'Action Régionale pour répartir l'effort de Reconstruction. Pierre Rondet, haut fonctionnaire du M.R.U. est chargé de découper 23 régions.

Il reprend le découpage Clémentel pour la Normandie : deux régions sont créées, celle coordonnée par le préfet de Caen (Calvados, Orne et Manche) et celle coordonnée par le préfet de Rouen (Seine Maritime et Eure) : ce dernier reçoit en outre la mission de travailler avec l'Etablissement public régional de la Basse Seine qui a déjà pour but de développer Paris sur la Seine.

On est donc très loin des objectifs d'un Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons...

**7 janvier 1959** : Création d'une conférence interdépartementale pour chaque région programme : une à Caen et une à Rouen.

Les deux préfets sont chargés de répartir les crédits de la Reconstruction dans une Normandie particulièrement sinistrée lors de la Libération

**2 juin 1960** : Serge ANTOINE découpe 21 circonscriptions d'action régionale et reprend pour la Normandie le découpage antérieur. (Le 15 mars 2004 dans l'Express, Serge Antoine avait confié qu'il avait fait là une erreur historique : « *si c'était à refaire je ne ferais qu'une seule Normandie* »)

**14 mars 1964** : Installation des préfets d'action régionale, ancêtres des actuels préfets de région. Les préfets de Caen et de Rouen porteront désormais cette double casquette avec de lourdes conséquences...

Les préfets sont assistés d'une Commission du Développement Economique Régional composée notamment de 25% d'élus envoyés par les Conseils Généraux.

**1965** : Projet d'un Schéma de Développement et d'Aménagement Urbain de la « Basse Seine » prévoyant l'extension de la métropole parisienne vers la Normandie et la mer. Projet vigoureusement repoussé par le préfet de la Seine-Maritime.

**27 avril 1969** : Echec du référendum sur la régionalisation qui prévoyait la transformation des CODER en Conseils Régionaux composés pour 60% d'élus (députés ; Conseillers généraux et municipaux) et par 40% d'acteurs de la « société civile » (patronat, syndicats, associations). A l'occasion du débat public sur le référendum apparaissent les premières contestations et critiques sur les conséquences territoriales pour la Normandie :

Risque de perpétuer la division administrative si l'on passe d'un pilotage économique régional à un pilotage politique régional (en clair : offrir deux nouveaux fromages aux professionnels d'eux-mêmes...)

**22 octobre 1968** : Le député UNR de la Manche Pierre GODEFROY crée l'Union pour la Région Normande afin de combattre le risque de la division

**26 novembre 1968** : Les comités d'études économiques et de prospective, le CEBANOR (basse Normandie) et le CEBS (haute Normandie) présentent le premier rapport sur les scénarios d'une fusion des deux circonscriptions d'action régionale normandes. Le rapport envisage aussi une fusion avec le Maine. La CODER de Basse Normandie est sollicitée pour donner son avis sur ce rapport : sans suite !

Les élections présidentielles suite à la démission du Général de Gaulle renvoie le dossier normand à de meilleurs jours : on verra que cela deviendra une mauvaise habitude...

## **NAISSANCE du SERPENT de MER de la REUNIFICATION NORMANDE**

**1969** : Didier Patte jusque là membre de l'Union pour la Région Normande de Pierre Godefroy crée le Mouvement Normand. Objectif : présenter des candidats aux élections et lutter pour obtenir la réunification.

**18 avril 1970** : Plaidoyer de Jean Mazé dans le journal « le Monde » pour l'unité normande puisque la mission d'étude « Basse Seine » est élargie aux cinq départements (ancêtre de l'actuel Etablissement Public Foncier de Normandie)

**21 avril 1970** : Premier sondage sur la « Réunification » publié dans le journal « le Figaro ». 71,7% des personnes interrogées favorables à une seule « grande région » (66,1% en Basse Normandie et 75,5% en Haute Normandie). Mais la querelle entre Caen et Rouen pour le

choix de la capitale pollue déjà la question. Certains alors proposent Le Havre ou de construire une « Brasilia normande »... Dans le même journal, Bertrand du Pouget défend la nécessité d'avoir de grandes régions pour faire de la vraie décentralisation...

**5 juillet 1972** : Les circonscriptions d'aménagement régional sont transformées en Etablissements Publics Régionaux dénommés sous le terme de « Régions » avec pour seule compétence, le développement économique. On reprend, sans imagination, le découpage précédent.

**23 octobre 1972** : Le Conseil Général de l'Eure vote à l'unanimité une motion demandant le rattachement à la Basse-Normandie s'il n'est pas possible de faire une région normande unique.

**24 octobre 1972** : Gustave Héon, sénateur maire de Bernay et Président du Conseil Général de l'Eure, s'oppose à la création de la « région » Haute-Normandie : il dépose au Sénat un amendement au projet de loi permettant de modifier les limites des futures régions. Les élus de l'Eure craignent d'être marginalisés face à la puissante Seine-Maritime et face à Rouen. Lucien Sfez analyse : « *Décentraliser c'est recentraliser au profit des capitales régionales* ».

**Décembre 1972** : Jean-François Gravier, dans la revue « La vie française », propose déjà une capitale normande en réseau avec Caen, Rouen, Le Havre.

**Hiver 72/73** : Réunions entre les Conseils Généraux normands (sauf la Seine-Maritime) qui obligent le gouvernement à retarder l'application de la loi sur les Etablissements Publics Régionaux au 1<sup>er</sup> juin 1973.

**27 mars 1973** : Le Calvados soutient l'Eure et l'idée d'une région normande unique à condition que Caen soit le siège de la préfecture et Rouen le siège du Conseil Régional. La Manche se joint au Calvados pour défendre une seule région normande mais à la condition expresse que la capitale régionale soit vraiment à Caen.

**28 mars 1973** : Le journal « Paris Normandie » titre : « On n'aurait jamais dû séparer les deux Normandie ».

**16 mai 1973** : Le Conseil Général de l'Orne veut bien d'une région normande mais sans la Seine-Maritime !

**3 juillet 1973** : Réunion au Sénat à Paris autour d'Olivier Stirn, secrétaire d'état chargé de relations avec le parlement, avec les 5 présidents des Conseils Généraux normands, le sénateur maire de Caen, Jean-Marie Girault, et le député-maire de Rouen, Jean Lecanuet : comme l'Orne et la Manche campent sur leurs positions, la réunion est un échec.

**6 juillet 1973** : La querelle normande bloque la mise en place des Etablissements Publics Régionaux (EPR) : le gouvernement propose d'organiser une coopération interrégionale pour débloquent le dossier normand.

**18 juillet 1973** : La Seine Maritime réagit à sa mise à l'écart en affirmant, elle - aussi, qu'elle est favorable à une seule région normande, qu'elle accepte d'en être le premier contributeur mais souhaite le maintien de sa future préfecture de région à Rouen.

**Fin juillet 1973** : Jean Lecanuet rencontre le premier ministre Pierre Messmer et évoque de répartir les rôles entre Caen et Rouen tout en précisant que le préfet doit rester à Rouen.

**Début août 1973** : « Ouest-France » publie la lettre de Gustave Héon à Georges Pompidou

(Président de la République) dans laquelle il affirme que l'Eure disparaîtra dans une région haut-normande. Il réaffirme l'exigence d'une seule région normande. L'Elysée répond en accordant un délai exceptionnel aux Normands pour qu'ils s'accordent enfin sur les limites de leurs Etablissements Publics Régionaux même après le 1<sup>er</sup> octobre 1973.

**5 septembre 1973** : Le gouvernement signe néanmoins le décret qui crée l'EPR (*Etablissements Publics Régionaux*) de Haute-Normandie : les élus de l'Eure sont furieux.

**1<sup>er</sup> novembre 1973** : Recours du Conseil Général de l'Eure devant le Conseil d'Etat.

**14 janvier 1974** : La première séance du Conseil Régional de Haute-Normandie ne peut se tenir : les élus de l'Eure refusent de siéger sauf Claude Michel, le député socialiste. En solidarité avec les élus de l'Eure, les élus de la majorité présidentielle refusent, à leur tour, de siéger pour mettre aussi en difficulté le nouveau président de la nouvelle assemblée, le centriste Jean Lecanuet. Quant au Conseil Régional de Basse-Normandie présidé par Jozeau Marigné (président du Conseil Général de la Manche et farouchement opposé à la région normande unique) la situation est « normale »...

**23 janvier 1974** : Alain Peyrefitte, ministre de la réforme administrative, agacé par la querelle normande fait pression sur le Conseil Général de l'Orne pour qu'il accepte le principe d'un seul EPR normand.

**5 février 1974** : Le ministre Peyrefitte crée une commission spéciale pour débloquer la situation normande, avec les présidents des deux nouveaux Conseils Régionaux, les cinq présidents des Conseils Généraux et le Maire de Caen. Seul point d'accord : commander un rapport sur les avantages et les inconvénients d'une fusion régionale normande avant le 15 octobre 1974.

Le décès de Georges Pompidou renvoie comme d'habitude la résolution de la question normande à des jours meilleurs.

Gustave Héon néanmoins espère que les quatre ministres normands du nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, pourront contribuer à débloquer enfin la situation ! A la présidence du Conseil Régional de Haute Normandie André Bettencourt succède à Jean Lecanuet devenu ministre Garde des Sceaux, ce qui n'empêche pas les élus de l'Eure de continuer leur grève du siège.

**22 novembre 1974** : Décret exceptionnel de bonne volonté du gouvernement qui autorise les deux EPR normands à expérimenter une conférence interrégionale.

**2 juin 1975** : Réunion à Honfleur de la commission d'étude sur la région normande unique. La position inflexible du président Jozeau Marigné sur la question de la capitale entraîne un blocage complet. Jean Lecanuet propose d'expérimenter des coopérations entre les deux Conseils Régionaux avant d'envisager leur fusion. Gustave Héon, en colère au sortir de cette réunion déclare : « *On ne fait pas la région pour telle ou telle ville, on la fait pour ses habitants. Je n'arrêterai mon combat que lorsque la fusion normande sera réglée* »

**13 juin 1975** : Le journal Le Monde publie : « L'Eure propose un référendum sur la réunification de la Normandie pour 1977 (idée du sénateur Jean de Broglie). André Bettencourt tente de reprendre contact avec Gustave Héon car la situation est toujours bloquée au Conseil Régional de Haute-Normandie. Jean-Marie Girault, le sénateur maire de Caen, sert alors de médiateur : une commission paritaire est créée pour renouer le dialogue entre les Conseils Généraux de L'Eure et de la Seine Maritime et le Conseil Régional de Haute-Normandie.

En cette fin d'année 1975, pas moins de dix assemblées ou commissions se chargent de l'avenir de la Normandie ! (les 5 Conseils Généraux, les 2 Conseils Régionaux, la

commission interrégionale normande, la commission paritaire de réconciliation entre hauts-normands et la commission d'étude de la fusion régionale normande).

**Juin 1976** : le Conseil Régional de Haute-Normandie est toujours bloqué ; néanmoins la première conférence interrégionale normande se réunit à Caen avec les deux conseils économiques et sociaux régionaux normands. En raison de la situation en Haute-Normandie les travaux avancent très lentement (2<sup>ème</sup> réunion en 1978 à Rouen et 3<sup>ème</sup> réunion en février 1980 à Caen).

**Janvier 1978** : Le Docteur German, maire de Falaise, prend la présidence du Conseil Régional de Basse-Normandie : il reprend le combat de Gustave Héon pour une seule région normande.

**27 novembre 1979** : Dans un tribune publiée dans le journal Paris-Normandie, le Dr German propose une méthode pour débloquer la question normande : développer des coopérations entre les deux Conseils Régionaux en vue de préparer leur fusion.

**Février 1980** : La 3<sup>ème</sup> conférence interrégionale normande réunie à Caen accepte la méthode « German » ; on institue le principe d'une grande réunion annuelle des 4 assemblées régionales normandes (les 2 Conseils Régionaux et les 2 Conseils Economiques Sociaux et Régionaux) avec 6 comités thématiques (Estuaire de la Seine, Ports et infrastructures, développement économique, formation et recherche, culture, tourisme).

**13 février 1980** : Le journal Le Monde sceptique, publie un article : « Les lents chemins de la réunification normande ».

**25 mai 1981** : François Mitterrand devient le premier président de gauche de la 5<sup>ème</sup> république ; en tant que président du Conseil Régional de Basse-Normandie, le Dr German est invité à l'Élysée avec les autres présidents régionaux. A cette occasion, le Dr German obtient l'assurance que le nouveau premier ministre (Pierre Mauroy) voit d'un œil favorable la réunification.

**Juillet 1981** : Laurent Fabius prend la présidence du Conseil Régional de Haute-Normandie et la garde jusqu'en 1982.

**2 mars 1982** : Loi Deferre sur la décentralisation ; les EPR deviennent des Conseils Régionaux de plein exercice c'est-à-dire des collectivités territoriales à part entière : le Préfet de région cède ses compétences au nouveau Conseil Régional dont les conseillers seront élus au suffrage universel direct sur une base départementale et non pas cantonale (pour neutraliser le Sénat qui reste à droite).

**31 janvier 1985** : Antoine Rufenacht (vice-président du Conseil Général de Seine-Maritime) réunit un colloque au Havre sur le thème : « La Normandie : un enjeu national ». A. Rufenacht s'intéresse à la réunification de la Normandie depuis 1974 (*il est l'auteur d'un livre blanc « Etats des lieux en Normandie pour la fusion »*). Michel d'Ornano, le président du Conseil Régional de Basse-Normandie, frileux sur la question, fait une brève apparition à ce colloque, laissant Jean Lecanuet défendre avec fougue la réunification de la Normandie ....et Rouen. (M.d'Ornano avait précisé qu'il ne fallait léser ni Caen ni Rouen). Grâce à son association « Normandie-horizon 2000, Antoine Rufenacht espère qu'il pourra réconcilier les deux barons de la division normande (Lecanuet & d'Ornano).

**7 février 1985** : Dans le journal Paris-Normandie, A. Rufenacht déclare : « *Le fruit est arrivé à maturité ce qui ne veut pas dire qu'il soit prêt à consommer* ». Apparemment la Normandie reste surtout une pomme de discorde : Jean-Marie Daillet, député UDF de la Manche, répond à Lecanuet et Rufenacht : « *Otez le Haut nous enlèverons le Bas* ».

**8 février 1985** : D'après un sondage de Paris- Normandie : 46% des voix pour Laurent Fabius en cas d'élection au Conseil Régional de Haute Normandie. Laurent Fabius est député de Elbeuf Grand –Quevilly depuis 1978.

**14 février 1985** : « Le Figaro » publie un article de Daniel Seguin appelant MM.Lecanuet et D'Ornano à se méfier de Laurent Fabius, premier Ministre, qui aurait la secrète intention de créer une « grande région normande à gauche » pour contrecarrer les conseils généraux qui demeurent à droite.

**10 Juillet 1985** : Loi fixant le mode de scrutin pour les élections régionales : suffrage universel direct à la proportionnelle.

La droite réagit vivement : elle craint des triangulaires avec le Front National.

Didier Patte, président du Mouvement Normand, conseille alors à M. d'Ornano : « *L'arrivée au pouvoir de M. Laurent Fabius va faire apparaître de façon plus évidente encore cette opération de réunification comme une machine de guerre anti-gouvernementale, d'autant plus que M. Fabius n'a jamais montré un zèle déterminant en la matière* ».

Utiliser les enjeux électoraux ou politiques n'a jamais pu faire avancer la cause de la réunification normande.

**Juin 1986** : premières élections des Conseils Régionaux au suffrage universel direct en un seul tour avec circonscriptions départementales et à la proportionnelle ; les élections régionales sont associées aux législatives : les enjeux nationaux évacuent la question locale de la fusion régionale normande. Les listes de droite emportent 20 Conseils Régionaux sur 22. En Basse Normandie, René Garrec est élu avec une majorité confortable UDF-PR. En Haute Normandie, Roger Fossé ne doit la présidence qu'au ralliement du FN alors que le Conseil Régional est de gauche.

**Décembre 1987** : Lecanuet profite de la présence d'une même majorité dans les 2 Conseils Régionaux normands pour relancer la fusion à l'horizon 1992.

**18 janvier 1988** : Dans « Paris Normandie » Francis Courel, conseiller général PS de l'Eure, commente ainsi le volontarisme de Jean Lecanuet et de la droite sur le sujet : « *que les pompiers de la réunification n'oublent pas qu'ils ont été les pyromanes de la coupure* ».

**29 février 1988** : René Garrec et Roger Fossé se rencontrent. On parle de mettre le Conseil Régional à Caen et la préfecture à Rouen. Mais Jean-Marie Girault, maire de Caen, n'est pas d'accord pour le départ de la préfecture à Rouen. Roger Fossé, en difficulté au Conseil Régional de Haute Normandie, est plus volontariste que René Garrec sur la réunification qui veut d'abord développer les coopérations avant un éventuel mariage après les élections présidentielles 1988 : chanson connue !!

**Mai 1988** : Réélection de François Mitterrand.

**9 juin 1988** : Michel Rocard interrogé par Jean Lecanuet se déclare ouvert à des demandes de fusion de la part des régions et des départements. (Rappelons pour mémoire que Michel Rocard, à l'époque membre du PSU, fut l'auteur d'un opuscule intitulé « il faut décoloniser la Province » paru en 1966...)

**12 juin 1988** : Jean Lecanuet présente son vœu au Conseil Général de la Seine Maritime pour une « réunification rapide » de la Normandie votée par tous sauf par les élus PS.

**Novembre 1988** : Le Conseil Général de l'Eure adopte à l'unanimité le même vœu.

**Mars 1990** : Le Conseil Général de l'Orne vote une motion demandant à son président Hubert d'Andigné de s'allier à l'Eure pour de nouvelles démarches en vue de la réunification car l'Orne comme l'Eure se sentent mal traités vis-à-vis du Calvados et de la Seine-Maritime qui ont des préfets de région.

**Décembre 1990** : Faute d'avoir pu convaincre les Conseils Généraux du Calvados et de l'Orne, ainsi que R.Garrec, J.Lecanuet laisse tomber les assemblées d'élus et se tourne vers les maires des trois grandes villes normandes sur le conseil de J.M.Girault pour mettre en route la réunification. C'est la préfiguration de l'association « Normandie Métropole » imaginée par l'économiste Jean Levêque.

**Juin 1992** : Elections régionales : R.Garrec est réélu président du Conseil Régional de Basse Normandie et A. Rufenacht devient le président du Conseil Régional de Haute Normandie, élu avec les voix du FN. Le Conseil Régional de Haute Normandie est majoritairement à gauche. A.Rufenacht propose la désignation d'un expert extérieur pour évaluer les avantages et les inconvénients d'une fusion régionale : sans suite !

**Printemps 1993** : Inauguration de la 1<sup>ère</sup> pierre du Pont de Normandie, symbole de l'unité normande mais les financements de cet ouvrage exceptionnel sont durs à trouver : Conseil Régional de Haute Normandie, Conseil Général de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados participent mais pas le Conseil Régional de Basse Normandie en raison du refus du CG de la Manche qui ne voit alors aucun intérêt au pont de Normandie.

**Printemps 1993** : A cette occasion, est créé le Pôle Universitaire Normand (PUN), qui devient un GIP (*Groupement d'Intérêt Général*) en 2004 et qui sera supprimé en 2008. Création de l'association « Normandie Métropole » par MM. Girault, Duroméa et Lecanuet, respectivement maires de Caen, Le Havre et Rouen.

**Juin 1993** : Elections législatives, la droite obtient la majorité au Parlement : Gouvernement Balladur, 2<sup>ème</sup> cohabitation ; la question régionale normande reste au point mort...

**Janvier 1995** : Ouverture du Pont de Normandie à la circulation : il devient le totem (sinon l'emblème) de la question régionale normande ; cependant la chaussée de l'A29 reste encore inachevée du côté bas-normand, les élus de droite du CG du Calvados craignent la déferlante des « bolchevicks » du Havre sur les plages du Calvados !

**Mai 1995** : Elections présidentielles, Jacques Chirac est élu président de la République. Le Mouvement Normand lance alors une campagne pour relancer la question de la réunification. Des centaines de cartes postales illustrant J.Chirac en train de recoudre à la machine les 2 morceaux de Normandie sont envoyées à l'Elysée mais la situation politique et sociale nationale occulte largement la question régionale normande.

**Mars 1997** : Dissolution de l'Assemblée Nationale. Elections législatives anticipées, arrivée de la gauche au gouvernement, Lionel Jospin : 1<sup>er</sup> ministre.

**Juin 1998** : Elections régionales. Comme pour celles de 1986 et 1992, les enjeux nationaux dominent la question régionale normande. R.Garrec est réélu au Conseil Régional de Basse Normandie. Jean Paul Gauzès est élu au Conseil Régional de Haute Normandie avec les voix du FN, mais il préfère démissionner : Alain Levern, proche de Laurent Fabius, est élu au 3<sup>ème</sup> tour de scrutin.

**Mars 1999** : Nouvelle crise au Conseil Régional de Haute Normandie lors du budget proposé par Alain Levern qui utilise le « 49-3 » régional pour éviter que le budget du CRHN ne soit géré par le Préfet comme en 1996-97. A.Levern, élu du canton de Saint-Saëns, souhaite des

coopérations interrégionales avec la ...Picardie ; mais comme le président du Conseil Régional de Picardie Charles Baur avait été élu avec les voix du FN, A.Levern se tourne vers le Conseil Régional de Basse Normandie et R. Garrec ; ce dernier lui dit que la réunification n'est pas l'urgence du moment : il faut attendre les élections présidentielles de 2002 ! R.Garrec aime les calendres grecques...

**7 novembre 1999** : Les électeurs de Cherbourg acceptent par referendum la fusion de communes Cherbourg-Octeville.

**Décembre 1999** : Après l'échec de la proposition de loi tendant à la réunification de la Normandie déposée à l'Assemblée Nationale au moment du débat de la Loi Voynet sur l'aménagement du territoire et du développement durable, Hervé Morin, député de Bernay et maire d'Epaignes, crée l'Association pour la Réunification de la Normandie, présentée à la presse en février 2000 au pied du pont de Normandie.

**10 avril 2002** : Discours à Rouen du candidat J.Chirac : il évoque la nécessité de faire évoluer la taille des régions françaises par rapport à un « standard » européen, si les populations et les élus concernés le souhaitent. Sans que ce discours ne mentionne explicitement la réunification normande, tout le monde y pense ! Le discours est prononcé devant le maire de Rouen (Pierre Albertini), le président du Sénat (Christian Poncelet) et le président du CG 76 (Charles Revet).

**Mai 2002** : Pour éviter J-M. Le Pen à l'Elysée, 80% des français réélisent J. Chirac Président de la République et Jean-Pierre Raffarin est nommé 1<sup>er</sup> Ministre ; ce dernier est favorable à une relance de la décentralisation : la question régionale normande va revenir au 1<sup>er</sup> plan, les collectivités territoriales vont pouvoir expérimenter de nouvelles compétences. J-P.Raffarin a été le 1<sup>er</sup> Président de l'Association des Régions de France créée en 1998.

**3 juillet 2002** : Discours de politique générale de J-P. Raffarin devant l'Assemblée Nationale : La République française doit être décentralisée.

**29 octobre 2002** : Projet de modification de la Constitution pour accorder aux collectivités territoriales la libre administration avec les finances qui vont avec, le droit des Collectivités Territoriales d'expérimenter de nouvelles compétences. Un droit de pétition pour les populations et le droit à referendum pour les fusions entre Collectivités Territoriales.

**18 octobre 2002-  
28 février 2003** :

Assises des libertés locales pour préparer l'Acte 2 de la décentralisation. Très symboliquement, J-P. Raffarin clôture les assises des libertés locales au Zénith de Granville à Quevilly le 28 février 2003.

**2 décembre 2002** : « France 3 Normandie » et « Ouest France » publient un sondage sur la réunification : 65% des personnes interrogées sont pour la réunification normande.

**6 décembre 2002** : Sur « France 3 Normandie », Patrick Devedjan, ministre des libertés locales, explique qu'il faut briser les conservatismes locaux et avoir recours au référendum mais l'initiative doit revenir aux Collectivités Territoriales. Le serpent de mer voudrait-il se mordre la queue ?

**6 et 7 décembre 2002** : Aux Assises de Caen et Rouen, on parle de réunification normande.

**7 décembre 2002** : J-P. Raffarin, présent à la réunion de Caen, déclare : « *Le temps où l'Etat prenait ses grands ciseaux pour découper les territoires est révolu. Si les citoyens veulent les modifier, ils pourront le faire, la constitution le leur permettra* »...Sauf qu'il ne faudrait pas



confondre les citoyens et leurs élus, surtout en Normandie, car les élus ne sont pas les Normands les plus enthousiastes à la réunification.

**9 décembre 2002** : « Ouest France » cite les propos de Raffarin à Caen, tout en rappelant les limites du volontarisme (les élus ne représentent pas la population) : « *Les Normands sont mobilisés* » affirme le journaliste J-P. Buisson.

**Février 2003** : La Normandie, invitée d'honneur du Salon de l'Agriculture de Paris. Au stand commun HNBN, A.Levern et R. Garrec annoncent la mise en route de coopérations interrégionales normandes.

Mais la Revue « Reflets » du Conseil Régional de Basse Normandie publie un sondage quelque peu manipulé voulant démontrer que les bas-normands seraient plus favorables à un rapprochement avec la Bretagne qu'à une fusion avec la Haute Normandie. Cette propagande est diffusée gratuitement dans 600 000 foyers de Basse Normandie. Néanmoins, le Salon de l'agriculture donne l'occasion à l'IRQUA (*Institut Régional de la Qualité Alimentaire*) de lancer la marque « GOURMANDIE ».

J-P. Raffarin visite le stand commun normand et déclare en présence de R. Garrec et d'A. Levern : « *Vous avez de la chance d'avoir une région et deux présidents* », mais R. Garrec et A. Levern n'apprécient guère l'ironie du ministre... Manifestement à un an des élections régionales, les deux présidents souhaitent « déminer » sinon enterrer la question de la réunification normande. La lettre de saisine des deux CESR pour étudier la fusion régionale normande est envoyée avec retard.

**Avril 2003** : L'église catholique annonce qu'elle rétablit la région apostolique de Rouen ; pour l'église catholique, la Normandie est unie.

**Mai 2003** : Hervé Morin est reçu par J-P. Raffarin qui lui dit : « *Pas de référendum sur la Normandie avant les élections régionales* ».

**5 juin 2003** : « L'Express » publie un dossier : « *Normandie : réunification pour ou contre ?* ».

**29 janvier 2004** : A.Rufenacht est reçu à l'Élysée par J.Chirac. Il obtient du Chef de l'Etat la certitude que l'Etat soutiendrait les régions normandes si elles veulent fusionner.

**Février 2004** : A la veille des élections régionales, le quotidien « Ouest France » publie un grand article et un sondage sur la question normande : « *Les bas-normands lancent un pont vers les haut-normands : 66% d'opinion favorable à un redécoupage territorial pour regrouper BN et HN en une seule région* ». L'expression de « réunification normande » se répand dans le grand public.

**Mars 2004** : Campagne des élections régionales. **Pour la première fois, la question régionale normande devient un enjeu électoral.**

Hervé Morin, en Haute Normandie, et Philippe Augier en Basse Normandie, enfourchent le cheval de bataille de la réunification et réussissent le tour de force de faire exister l'enjeu régional normand face aux enjeux nationaux (record d'impopularité de Chirac).

R.Garrec est tête de liste en Basse Normandie d'une majorité présidentielle plutôt froide sur le sujet, tandis que A. Rufenacht, à contre cœur, mais à la demande de J.Chirac mène la campagne de la droite en Haute Normandie.

Pour R.Garrec (UMP), A.Levern (PS) et A.Rufenacht (UMP), P. Augier et H. Morin sont les deux poils à gratter. Pour tenter de neutraliser le débat émergent sur la réunification, les candidats PS et UMP communiquent tous pour dire qu'ils sont certes pour la réunification mais qu'il n'y a pas d'urgence.

A. Levern joue son rôle favori : déminer le terrain de la réunification.

En Basse Normandie, le candidat PS Philippe Duron, se montre beaucoup plus ouvert sur la question (coopérer et réunifier ensuite avec un référendum).

Les deux CESR normands saisis par les deux présidents régionaux, R.Garrec et A. Levern, doivent adresser leurs rapports sur le sujet à la fin de l'année 2004...soit après les élections régionales évidemment !

Le blocage normand perdure car R.Garrec et A. Levern s'entendent pour ignorer la question tandis qu'A. Rufenacht, déçu de n'avoir pas pu débloquent la situation dans les années 80/90, se réfugie dans le havre d'un présidentialisme municipal.

La question régionale normande ne fera finalement pas l'élection régionale (la « réunif » n'est pas la priorité des gens : les enjeux nationaux dominant).

Cependant, la question de la réunification défile l'élection en Basse Normandie : Alors qu'A.Levern est réélu, R.Garrec est battu n'ayant pas su ou voulu fusionner avec le réunificateur Philippe Augier pour le 2<sup>ème</sup> tour.

P. Duron, ayant accueilli sur sa liste Alain Tourret, qui milite pour la réunification avec P.Augier et H.Morin, est élu en faisant la promesse de débloquent la question normande.

R. Garrec refuse de siéger dans la nouvelle assemblée.

**18 Mai 2004** : Rencontre de Touques. A. Levern et P.Duron promettent de se rencontrer chaque trimestre pour enfin mettre en route une coopération renforcée dans le but de préparer la fusion entre les deux régions normandes. Bien que P. Augier et H. Morin aient réussi à mettre enfin définitivement le problème de la réunification à l'agenda politico-médiatique, P. Duron et A. Levern, en choisissant de se rencontrer à Touques (commune limitrophe de Deauville, dont P. Augier est le maire), veulent rappeler qu'ils vont travailler concrètement sur le sujet alors que d'autres ne font qu'en parler.

La réunification ? Oui ! Mais pourquoi faire ? C'est la question que l'on se pose désormais. Il faut définir un projet.

En effet, la question de la réunification normande ce n'est plus seulement : « **la région pourquoi faire ?** » (A.Levern limite la question régionale à la seule question technique des compétences) mais c'est surtout : « **La région pour faire quoi ?** » (« *Un vrai projet régional pour la vraie Normandie* » rétorquent les partisans de la réunification).

Mais pour faire exister un projet politique régional à l'échelle pertinente (les 5 départements normands) il faudrait un leader politique.

Or, il n'y en a pas à cause de la division (les féodalités D'Ornano, Lecanuet, Garrec, Levern). Laurent Fabius est pressenti aujourd'hui pour jouer ce rôle et faire exister si possible et s'il le souhaite un projet politique à l'échelle de la vraie Normandie d'autant plus que sur la question de la fusion régionale, la situation politique dans les deux demi-régions normande semble être à fronts renversés : en Basse Normandie, la nouvelle majorité de « gauche plurielle » emmenée par Philippe Duron semble plutôt bien disposée à la réunification tandis qu'en Haute Normandie, Alain Levern ne fait pas mystère de son hostilité laissant à la droite (Hervé Morin et J.P. Gauzès) faire du thème réunificateur normand son cheval de bataille...

**Décembre 2004** : Publication du rapport des deux CESR sur les coopérations interrégionales normandes. Le rapport BN est plus frileux que le rapport HN. Le bilan de la division régionale est soigneusement évité et, selon MM. Costa et Callewaert du CESR de Basse Normandie, les deux Normandie(s) seraient économiquement divergentes... Quand les aveugles refusent de voir !

**Printemps 2005** : A l'occasion de la modernisation de la ligne SNCF Caen-Rouen, le comité régional de tourisme commun aux deux régions normandes, lance sa première opération d'envergure : « *Au printemps, la Normandie se découvre* ». Avec l'arrivée de la nouvelle majorité régionale de gauche en Basse Normandie, le budget du CRT de Normandie est

augmenté de 56%...

**Juin 2005** : Mise en route de la coopération intégrée de finances et de projets en Haute Normandie (CG76 , CG 27, CRHN). C'est donc la naissance du fameux « 276 » sur une idée de Laurent Fabius et de P. Bourguignon, qui permet de suppléer au désengagement de l'Etat des Contrats de Plan Etat-Région (CEPR). C'est donc plus de... 3, 5 milliards d'euros !!! qui sont levés pour financer l'ensemble des projets de développement territorial jusqu'en 2013...

**Printemps 2006** : Début de la coopération interrégionale pour la promotion de l'aéroport de Deauville.

Pour développer les coopérations interrégionales normandes, P.Duron et A. Levern, envisagent le recours à un établissement public d'entente interrégionale, disposition prévue par la loi Raffarin. Mais Laurent Fabius refuse de rajouter un étage au mille-feuilles territorial.

**30 mars 2006** : Inauguration, en l'absence du Chef de l'Etat, de Port 2000 dans le but de faire du Havre et de la Basse Seine normande, l'avant port Ouest de l'Europe...

**Avril 2006** : L'association « Normandie-Métropole » (Caen-Rouen-Le Havre) est validée par le gouvernement Raffarin comme territoire métropolitain. Mais Brigitte Le Brethon, députée -maire de Caen, bloque le fonctionnement de l'association à la grande colère d'Antoine Rufenacht.

**18 juillet 2006** : L'Etat approuve la Directive d'Aménagement Territorial de la Basse Seine allant de Bayeux à Fécamp. Les aménageurs de l'Etat ne semblent donc plus douter de l'existence d'une unité normande de part et d'autre des rives de la Seine...

**Septembre 2006** : Les pro-réunificateurs, membres ou sympathisants de l'UMP, se réunissent à Pont-Lévêque. Cette rencontre est organisée par l'Union pour la Région Normande (URN) depuis peu relancée par des militants UMP du Cotentin.

**Octobre 2006** : Serment d'Epaignes. Les amis d'Hervé Morin, membres de l'ARN, s'engagent à ce qu'un référendum sur la réunification normande soit organisé avant 2010.

**3 novembre 2006** : 1<sup>ère</sup> réunion fondatrice du Collectif « Bienvenue en Normandie » à Dozulé, rassemblant des militants de la réunification venant du centre et de la gauche.

**Janvier 2007** : Colloque de Deauville « J'irai revoir mes Normandie(s) » qui constate avec ironie l'impasse d'une communication spécifique sur la Basse Normandie ou la Haute Normandie.

**février 2007** : Le sénateur JF Legrand, président du Conseil Général de la Manche, s'oppose à la fusion du port de Cherbourg avec celui de Caen et refuse le principe d'un rapprochement entre le port du Havre et celui de Cherbourg au nom d'un hypothétique « *hinterland Grand Ouest* ». Les milieux logistiques et portuaires se gaussent alors de la posture d'un « vétérinaire » peu au fait des réalités de l'économie maritime... Heureusement, cela va se faire... sans lui !

**Mars 2007** : La Normandie s'invite dans la campagne présidentielle. Le candidat UMP N.Sarkozy fait à Caen un discours remarqué, débutant par un hommage à la Normandie. Implicitement, le candidat N.Sarkozy est sensible à la question régionale normande.

**Mai 2007** : Election de Nicolas Sarkozy, président de la République : Hervé Morin entre au gouvernement en tant que Ministre de la Défense (... de la Normandie ?)

**Printemps 2007** : Le Comité Régional de Tourisme de Normandie lance sa nouvelle marque commerciale « La Normandie à vivre et revivre »

**Juin 2007** : Lancement de la marque « Ports Normands Associés » (PNA).

**Juin 2007** : Elections législatives : malgré la vague bleue, Brigitte Le Brethon perd son mandat de députée au profit de P. Duron, président du Conseil Régional de Basse Normandie.

**6 juin 2007** : Le « Normandy Day » organisé par Luc Couillard se positionne comme fête internationale de la Normandie.

**Décembre 2007** : Livraison du rapport du cabinet d'études « EDATER » sur les avantages et inconvénients d'une fusion régionale normande.

Considéré comme trop positif par Alain Levern qui le fait réécrire en partie ! (Levern voulait que le rapport insistât encore sur la divergence économique entre Haute et Basse Normandie alors que l'on observe depuis plus de 10 ans le contraire...) et à l'approche des élections municipales qui fait craindre le retour du débat sur la capitale régionale, les deux présidents régionaux socialistes décident, comme à l'accoutumée, d'attendre après les élections municipales pour organiser éventuellement un débat public.

Le serpent de mer continue de se mordre la queue.

**19 février 2008** : Le « Figaro » titre : « *Les deux Normandie rêvent de n'en faire qu'une* » et le journal de droite de préciser : « *...pour Fabius !* ».

**6 mars 2008** : Laurent Fabius vient à Caen soutenir Philippe Duron pendant la campagne municipale. Il en profite pour visiter la collection de peintures désormais propriété commune des deux Conseils Régionaux normands « Peindre en Normandie », exposée à L'Abbaye aux Dames.

**16 mars 2008** : Elections municipales : Brigitte Le Brethon est battue à Caen par P.Duron, ce qui permet d'éliminer le dernier obstacle sérieux sur la voie d'un rapprochement métropolitain entre Caen et Rouen.

Laurent Beauvais remplace P. Duron à la présidence du CRBN : c'est un réunificateur convaincu mais il va devoir travailler avec A. Levern....

**Avril 2008** : L. Fabius prend le contrôle de l'agglomération de Rouen et rencontre de nouveau P. Duron sur la question de la capitale normande.

**11 avril 2008** : 1<sup>ère</sup> réunion du quintette socialiste (L.Fabius, P.Duron, L.Beauvais, A.Levern, V.Fourneyron). A cette occasion, L. Fabius annonce lui-même la publication du rapport EDATER et précise la méthode pour la réunification de la Normandie : Faire des coopérations, proposer un référendum et une loi, puis faire la fusion.

**29 mai 2008** : « Ouest France » titre : « *La politique du silence* » à l'occasion de la présentation trop discrète des conclusions du rapport EDATER.

A. Levern refuse le débat public au CRHN alors que L. Beauvais l'organise a minima au CRBN.

A. Levern se justifie en disant que l'Etat ne veut pas dire où il mettrait son préfet de région en cas de fusion normande.

Bref ! Pour le démineur A. Levern, quand on veut enterrer un problème, on fait un rapport.

**Juin 2008** : fusion des caisses d'épargne normandes. Caen et Rouen se partagent équitablement les directions du nouvel établissement bancaire. Comme quoi, on peut

s'entendre entre Caennais et Rouennais...

**Juillet 2008** : Quelques semaines avant la 3<sup>ème</sup> Armada de Rouen, Valérie Fourneyron, nouveau maire PS de Rouen, annonce que la ville de Rouen se retire du GIP « Marité » (ancienne goélette morutière de Fécamp, symbole de l'unité normande). L'Armada de Rouen est un grand succès populaire, et à cette occasion, le port autonome de Rouen communique sur « Rouen, capitale de la Normandie ». Doit-on lui donner tort ?

**Septembre 2008** : Entretien de P. Duron accordé à l'hebdomadaire « Le bonhomme liberté » : le nouveau maire de Caen confirme son engagement de principe pour la réunification et souhaite préparer l'agglomération de Caen à son statut de capitale régionale (de la Normandie réunifiée).

**Octobre 2008** : Livraison du rapport parlementaire de la commission Warsman sur la réforme des Collectivités Territoriales : clarifier les compétences et favoriser les fusions pour faire des économies. La fusion régionale normande est prise en exemple.

**9 novembre 2008** : Les deux conseils régionaux normands coopèrent pour présenter la candidature de la Normandie aux Jeux équestres mondiaux de 2014. Le temps est donc loin où René Garrec avait échoué à présenter une candidature « Lower Normandy » pour les Jeux équestres mondiaux de 2010...

**16 novembre 2008** : A. Rufenacht, maire du Havre, dit OUI à « Paris sur mer » (projet de l'urbaniste Antoine Grumbach pour le « Grand Paris » mégapole de 20 millions d'habitants étendue sur toute la Basse Seine jusqu'au Havre à l'horizon 2050... )  
En effet, l'association « Normandie Métropole » est en panne depuis les élections municipales de mars 2008 puisque L. Fabius et P. Duron semblent s'entendre directement sur le dossier de la capitale normande, au risque de marginaliser Le Havre. C'est enfin l'échec du projet d'Armand Frémont (*livre blanc de l'ex-DATAR paru en 2002*) qui voulait rééquilibrer le poids du « Grand Paris » avec notamment à l'ouest une métropole normande en réseau : ce projet avait pourtant été défendu en 2004 par le géographe Pascal Buléon et son concept de « métropole normande parc »...

**26 novembre 2008** : Déclaration du Président de la République, N. Sarkozy, devant l'assemblée générale de l'association des maires de France.  
Dans son discours consacré à la réforme des Collectivités Territoriales, N. Sarkozy déclare : « *Les Normandies tout le monde les aime, mais pourquoi en faudrait-il deux ?* ».  
Par cette prise de parole, le président de la République accélère brutalement le tempo trop tranquille de la question régionale normande. La maîtrise de l'agenda politique de cette question, vieille de près de quarante ans, pourrait échapper à Laurent Fabius.

**28 novembre 2008** : « France 3 Normandie » prend position dans le débat avec une émission de télé en direct du château de Caen, plutôt pédagogique sinon favorable à la réunification normande. Les deux présidents régionaux socialistes ne sont pas venus ou n'ont pas voulu venir... (Laurent Beauvais était attendu à cette émission mais son collègue de Haute Normandie a su se montrer de mauvaise humeur... et très persuasif !)

**1<sup>er</sup> décembre 2008** : Communiqué commun de MM. Beauvais et Levern en réponse à Sarkozy sur le thème : « *On travaille concrètement à la réunification* » (annonce de la création d'un Pôle Régional d'Enseignement Supérieur Normand pour remplacer le PUN supprimé en juin 2008).  
Les deux présidents socialistes concluent qu'il faut préparer la réunification par des coopérations et qu'il faut faire un référendum. Dans la semaine, Levern déclare préférer « un pacs plutôt qu'un mariage »... Navrant !

**4 et 5 décembre 2008** : 4<sup>ème</sup> Congrès de l'Association des Régions de France (ARF) à Caen : Réactions très vives des présidents de région aux propos du chef de l'Etat sur les projets de réforme des Collectivités Territoriales.

A cette occasion A. Levern redit que la réunification normande n'est pas une priorité : le vrai problème, selon lui, c'est d'avoir une région avec de vraies compétences.

**6 décembre 2008** : Contre communiqué de l'ARN (MM.Morin, Tourret, Martin et Augier) : puisque les élus directement concernés par la question régionale normande se montrent incapables, depuis près de 40 ans de résoudre le problème, il faut donc s'en remettre directement au peuple en organisant un référendum qui pourrait avoir lieu en juin 2009, à l'occasion des élections européennes.

A l'issue de ce référendum une loi obligeant à la fusion régionale normande, avec l'aide de l'Etat, pourrait être votée avant 2010 et permettre ainsi la tenue des prochaines élections régionales dans une seule Normandie en 2010 sinon 2011 (année du mille centième anniversaire de la naissance de la Normandie).

Autre alternative pour sortir du blocage normand : s'en remettre à la volonté de l'Etat de réparer l'erreur qu'il a lui-même commise dans les années 1960- 1970. Le président Sarkozy doit, en effet, ouvrir le chantier de la réforme des Collectivités Territoriales à partir de mars 2009, en s'appuyant sur les travaux de la commission Balladur/Mauroy qui se réunira à partir de janvier 2009.

## **CONCLUSION :**

Une nouvelle fenêtre d'opportunité s'ouvre pour enfin tordre le cou à l'un des plus vieux serpents de mer de la politique française. Elle est exceptionnelle pour deux raisons : Pour la première fois, les enjeux électoralistes immédiats ne permettent pas de « déminer » ou d'enterrer la question régionale normande en renvoyant sa résolution... après les élections (On comprend l'actuelle inquiétude du démineur professionnel de lui-même, Alain Levern...)

La mise à l'agenda de la résolution de la question normande vient de très haut : en clair les professionnels de la division normande sont enfin en voie d'être dépossédés de la question régionale normande. Le bon sens recommande depuis longtemps de ne pas confier la rédaction du code de la route aux chauffards... La volonté de l'actuel président de la République quoiqu'on puisse penser de son action par ailleurs sur d'autres dossiers, semble déterminante : il s'agit de reprendre le volant... Mais à cette pression venue d'en haut, le moment est venu d'ajouter enfin une pression venue d'en bas, celle des citoyens normands qui en ont plus qu'assez des professionnels d'eux –mêmes de la « haute » ou de la « basse »  
...

## **Moralités :**

- 1) On ne change pas de place les taches d'un vieux léopard.
- 2) Deux rats ne peuvent survivre dans un même fromage.
- 3) Ce n'est pas aux chasseurs de Léopards d'interdire la chasse...
- 4) Il ne faut pas vendre la peau des Léopards avant de les avoir tués !
- 5) Mais quand on mène les vaches à l'abattoir, on ne les prévient jamais

## **Glossaire :**

<b>CEBANOR</b>	Comité d'Etudes de Basse-Normandie
<b>CAR</b>	Circonscription d'Action Régionale
<b>CEBS</b>	Comité d'Etudes de la Basse-Seine
<b>CESR</b>	Conseil Economique et Social Régional
<b>CG</b>	Conseil Général
<b>CODER</b>	Commission de Développement Economique Régional
<b>CPER</b>	Contrat de Plan Etat Région
<b>CRBN</b>	Conseil Régional de Basse-Normandie
<b>CRHN</b>	Conseil Régional de Haute-Normandie
<b>CRT</b>	Comité Régional de Tourisme
<b>CT</b>	Collectivités Territoriales
<b>DAT</b>	Directive d'Aménagement du Territoire
<b>EPEI</b>	Etablissement Public d'Entente Interrégionale
<b>EPFN</b>	Etablissement Public Foncier de Normandie
<b>EPR</b>	Etablissement Public Régional
<b>GIP</b>	Groupement d'Intérêt Public
<b>IRQUA</b>	Institut Régional de la Qualité Alimentaire
<b>MRU</b>	Ministère de la Reconstruction de l'Urbanisme
<b>SDAU</b>	Schéma de développement et d'Aménagement Urbain